

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 13 MARS 1914.

Projet de loi sur le repos du dimanche des clercs, commis des notaires, avoués et huissiers ⁽¹⁾.

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE (2), PAR M. VAN CAUWENBERGH.

MESSIEURS,

Le projet de loi sur le repos du dimanche des clercs et commis des notaires, avoués et huissiers, n'a soulevé aucune observation en sections, toutes l'ont adopté.

Il donne satisfaction à des réclamations déjà anciennes de la part des clercs de notaire. Les études des avoués sont généralement fermées le dimanche et les huissiers n'emploient leurs clercs ce jour là que pour certaines ventes judiciaires, peu nombreuses d'ailleurs.

Le principe du repos du dimanche une fois admis dans les entreprises industrielles et commerciales, il n'existe aucun motif de ne pas en étendre le bénéfice aux travailleurs intellectuels.

Bien au contraire, comme le dit fort bien l'Exposé des motifs, « les considérations qui ont fait admettre l'opportunité d'accorder un jour de repos par semaine aux personnes employées dans le commerce et l'industrie, s'appliquent avec une force égale aux clercs ou commis des notaires, avoués et huissiers ».

Le projet interdit de faire travailler le dimanche, il n'interdit pas aux

(1) Projet de loi n° 118 (session de 1912-1913).

(2) La Section centrale, présidée par M. NEMINX, était composée de MM. GOLENVAUX, VERHAEGEN, OOMS, MABILLE, BÓVAL et VAN CAUWENBERGH.

notaires, avoués et huissiers de travailler eux-mêmes; aucune innovation n'est apportée à la législation existante.

Des démarches ont été faites pour interdire aux officiers publics de recevoir des actes et de prêter leur ministère les dimanches et jours fériés, sauf le cas d'urgence.

Pour les huissiers, la loi leur interdit de donner aucun exploit un jour de fête légale, si ce n'est en vertu de la permission du président du tribunal (art. 63 du Code de procédure), ni de faire aucune signification ni exécution ces mêmes jours, si ce n'est en vertu de permission du juge, dans le cas où il y aurait péril en la demeure (art. 1037).

Les seuls actes que les huissiers peuvent faire le dimanche sont les procès-verbaux des ventes mobilières, et la loi leur fait parfois une obligation de procéder à des ventes judiciaires un jour de dimanche (art. 617, 532, 825 et 830 du Code de procédure).

Les tribunaux ne siégeant pas le dimanche et les huissiers ne pouvant faire des significations, les avoués ne trouvent pas l'occasion d'exercer leurs fonctions les jours de fête légale, si ce n'est pour présenter une requête ou pour comparaître en référé en cas d'urgence.

Pour les notaires, la question est plus complexe : peuvent-ils recevoir des actes les jours de fête légale, peuvent-ils être tenus de prêter ces jours là leur ministère lorsqu'il en sont requis ?

La solution affirmative prévaut pour la première question, et la solution négative pour la seconde.

La loi du 17 thermidor an VI dispose que les décadis et les jours de fêtes nationales sont des jours de repos dans la république, elle ajoute que les autorités constituées, leurs employés et ceux des bureaux ou services publics vaquent, sauf le cas de nécessité.

L'article 57 de la loi du 18 germinal an X fixe au dimanche le repos des fonctionnaires publics.

La loi organique du 25 ventose an XI qualifie les notaires de fonctionnaires publics.

Les bureaux des receveurs de l'enregistrement et des conservateurs des hypothèques sont fermés les dimanches et jours de fête légale.

Si le dernier jour pour l'enregistrement d'un acte est un jour férié légal, ce jour n'est pas compté.

Le délai pour la déclaration de command ne court pas pendant la fête légale qu'il rencontre dans son cours.

La Constitution belge n'a pas abrogé la loi du 18 germinal an X et le dimanche est resté en Belgique un jour férié consacré par la loi au repos des fonctionnaires publics. (THONISSEN, *La Constitution belge*, sur l'article 15, arrêt de la Cour de cassation du 12 février 1833. *Pasicrisie*, p. 34.)

Si la loi établit le repos des fonctionnaires publics au dimanche, elle n'établit aucune peine à charge des fonctionnaires qui n'observent pas ce repos. Les actes posés même en contravention à des dispositions expresses, par exemple aux articles 63 et 1037 du Code de procédure civile, ne sont

pas frappés de nullité, mais les officiers publics qui ont transgressé la défense expresse de la loi sont passibles de peines disciplinaires.

Il est donc généralement admis que les notaires peuvent valablement instrumenter le dimanche, sans qu'il y ait à distinguer, comme certains auteurs l'ont fait, entre les actes où les notaires réclament le concours volontaire des parties et ceux pour lesquelles les parties doivent être sommées d'être présentes comme les inventaires et les partages judiciaires.

Mais il convient qu'ils s'abstiennent d'instrumenter le dimanche, sauf le cas d'urgence, et qu'ils respectent la loi qui établit le repos des fonctionnaires publics, comme de leur côté les tribunaux la respectent.

Faut-il aller, comme on l'a demandé, jusqu'à leur défendre d'instrumenter, nous ne le croyons pas; il y a des cas d'urgence dont le notaire seul doit être juge et il serait peu sérieux, comme on l'a proposé, de lui faire obtenir, à cet effet, la permission du juge. Si urgence il y a, le temps fait défaut pour se munir de cette permission.

Tout au moins ne faudrait-il pas interdire certains actes pour lesquels il est fait appel au concours du public et spécialement les ventes à l'encan ou à cri public.

La loi du 17 thermidor an VI que nous rappelions tantôt, après avoir, dans son article 5, défendu de procéder les jours de décadi ou de fête nationale à des significations ou saisies, statuait aussi dans son article 6 : « Les ventes à l'encan ou à cri public n'ont pas lieu le même jour, à peine d'une amende qui ne peut être moindre de 25 francs, ni excéder 300 francs. »

Cette loi a été virtuellement abrogée par l'article 617 du Code de procédure civile, qui, loin d'interdire les ventes judiciaires le dimanche, impose aux huissiers de choisir pour ces ventes un jour de marché ou de dimanche. Et on en a conclu que, nonobstant l'article 4037, s'il s'agissait d'une vente volontaire, elle pourrait avoir lieu publiquement le dimanche, puisque les articles 617, etc., du Code de procédure civile permettent ces opérations ce jour-là pour les ventes judiciaires elles-mêmes. (V. DALLOZ, *Répertoire*, v° Ventes publiques, n° 74.)

Nous ne pensons pas qu'il faille innover à ce sujet, si les notaires ne peuvent réclamer, le dimanche, le concours de leurs clercs et commis, ils se borneront nécessairement à recevoir le dimanche les actes véritablement urgents.

Ils trouveront dans cette interdiction un motif suffisant pour refuser de procéder le dimanche à des ventes à l'encan ou à cri public dans les rares cantons du pays où cet abus existe encore.

On s'est demandé s'il ne fallait pas chercher à éviter que, pour tourner la prohibition légale, des officiers publics ne recourent aux services de clercs ou commis engagés uniquement le dimanche et chargés d'un service exceptionnel.

Il semble que le texte, dans sa généralité, aurait fait obstacle à pareille pratique.

Toujours est-il que, pour éviter tout doute, il suffira de rédiger de la manière suivante le premier alinéa de l'article premier :

« Il est interdit aux notaires, avoués et huissiers, d'employer au travail les dimanches et jours fériés, *des* clercs ou commis, à l'exception de ceux qui seraient des membres de leur famille habitant avec eux. »

Le texte serait ainsi mieux en harmonie avec celui de la proposition de loi ayant pour objet de proscrire l'emploi d'un personnel « extra » le dimanche dans les entreprises industrielles et commerciales.

On s'est demandé ensuite si le projet ne crée pas une antinomie avec les articles 617, 632, 825, 830 et 945 du Code de procédure civile, qui prescrivent que la vente sur saisie sera faite « au plus prochain marché public, aux jour et heure ordinaires des marchés, ou *un jour de dimanche* », et s'il ne conviendrait pas dès lors de modifier ces textes.

En réalité, aucune antinomie n'existe entre le texte du projet et les dispositions du Code de procédure civile.

Le projet de loi n'interdit nullement de procéder à des ventes le dimanche et jour de fête légale, il se borne à interdire aux notaires et huissiers d'employer ces jours des clercs ou commis.

L'huissier qui procédera à une vente sur saisie pourra, s'il le faut, procéder à la vente, si elle est fixée un dimanche. Mais il ne pourra faire appel au concours d'un commis.

Il n'y a donc pas de nécessité de modifier ces textes, qui laissent d'ailleurs le choix entre un jour de marché et un jour de dimanche.

Il serait dangereux, à propos d'une loi spéciale, de vouloir modifier les dispositions du Code de procédure civile.

La réforme effectuée par le projet de loi est réclamée par les intéressés depuis un grand nombre d'années, les réclamations sont fondées et il y a lieu d'y faire droit.

Dans ces conditions, votre Section centrale prie la Chambre d'adopter le projet de loi avec la seule modification énoncée ci-dessus.

Les conclusions du rapport sont adoptées à l'unanimité des sept membres présents.

Le Rapporteur,

VAN CAUWENBERGH.

Le Président,

E. NERINCX.

Amendement
présenté par la Section centrale.

Rédiger comme il suit l'alinéa 1^{er} de l'article premier :

Il est interdit aux notaires, avoués et huissiers d'employer au travail, les dimanches et jours fériés, *des* clercs ou commis, à l'exception de ceux qui seraient des membres de leur famille habitant avec eux.

Amendement
voorgesteld door de Middenafdeeling.

Het 1^{ste} lid van artikel 1 te doen luiden als volgt :

Aan de notarissen, pleitbezorgers en deurwaarders is het verboden op Zon- en feestdagen arbeid te doen verrichten *door* klerken of bedienden, met uitzondering van die, welke leden hunner familie mochten zijn en bij hen inwonen.

(11)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 13 MAART 1944.

Ontwerp van wet op de Zondagsrust voor de klerken en bedienden van notarissen, pleitbezorgers en deurwaarders ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING ⁽²⁾ UITGEBRACHT DOOR
DEN HEER VAN CAUWENBERGH.

MIJNE HEEREN,

Het wetsontwerp op de Zondagsrust der klerken en bedienden van notarissen, pleitbezorgers en deurwaarders heeft in de afdeelingen geen enkele opwerping uitgelokt; het werd aangenomen in al de afdeelingen.

Het schenkt voldoening aan de reeds lang bestaande eischen der notariisklerken. De kantoren der pleitbezorgers zijn over het algemeen 's Zondags gesloten en de deurwaarders doen op dien dag hunne klerken slechts arbeiden bij zekere gerechtelijke verkooping, welke overigens niet talrijk zijn.

Is het beginsel van de Zondagsrust eenmaal aangenomen in de nijverheids- en handelondernemingen, dan bestaat er geene enkele reden om dit beginsel niet toe passen op de intellectuele arbeiders.

Integendeel, zooals de Memorie van Toelichting het heel goed zegt, « de beschouwingen van maatschappelijke orde, welke deden oordeelen dat het gepast was wekelijks een rustdag te gunnen aan de in handel en nijverheid werkzame personen, laten zich niet minder gelden ten aanzien van de klerken en bedienden van notarissen, pleitbezorgers en deurwaarders »

(1) Wetsontwerp, n° 118. (Zittingsjaar 1912-1913).

(2) De Middenafdeeling, voorgezeten door den heer NERINCX, bestond uit de heeren GOLENVAUX, VERHAEGEN, OOMS, MABILLE, BÔVAL en VAN CAUWENBERGH.

Het ontwerp verbiedt 's Zondags te doen arbeiden, het verbiedt niet aan de notarissen, pleitbezorgers en deurwaarders zelf te arbeiden; in de bestaande wetgeving wordt niets veranderd.

Er werd gevraagd dat het aan de ministerieele ambtenaren zou verboden worden, op Zon- en feestdagen akten te verlijden en hun ambt uit te oefenen, behalve in hoogdringende gevallen.

De wet verbiedt aan de deurwaarders, exploten te beteekenen op een wettelijken feestdag, tenzij de voorzitter der rechtbank daartoe machtiging verleent (art. 63 van het Wetboek van Rechtsvordering); evenmin mogen beteekeningen en tenuitvoerleggingen op die dagen geschieden, tenzij de rechter daartoe machtiging verleent, ingeval er gevaar bij het verwijl mocht zijn (art. 1037).

Op den Zondag mogen de deurwaarders alleen tot verkooping van roerende goederen overgaan en de wet legt hun soms de verplichting op, gerechtelijke verkooping te houden op een Zondag (art. 617, 532, 825 en 830 van het Wetboek van Rechtsvordering).

Daar de rechtbanken op den Zondag niet zetelen en de deurwaarders geene beteekeningen mogen doen, hebben de pleitbezorgers geene gelegenheid om op de wettelijke feestdagen hun ambt uit te oefenen, tenzij om een verzoekschrift in te dienen of om in kortgeding te verschijnen in spoedvereischende gevallen.

Voor de notarissen is de zaak meer ingewikkeld; mogen zij op de wettelijke feestdagen akten verlijden? Kunnen zij gedwongen worden, op die dagen hun ambt waar te nemen, wanneer zij daartoe aangezocht worden?

Op de eerste vraag moet men bevestigend antwoorden; ontkennend, op de tweede.

De wet van 17 Thermidor jaar VI bepaalt dat de decaden en de nationale feestdagen rustdagen zijn in de Republiek; zij voegt erbij, dat de openbare overheidspersonen, hunne bedienden en die van de openbare kantoren of diensten niet werken, behalve ingeval van noodzakelijkheid.

Krachtens artikel 57 der wet van 18 Germinal jaar X wordt de Zondag als de rustdag van de openbare ambtenaren voorgeschreven.

Krachtens de organieke wet van 25 Ventôse jaar XI zijn de notarissen openbare ambtenaren.

De kantoren van de ontvangers der registratie en van de bewaarders der hypotheek zijn op de Zondagen en op de wettelijke feestdagen gesloten.

Indien de laatste dag voor het registreeren van eene akte een wettelijke feestdag is, wordt die dag niet meegeteld.

De wettelijke feestdagen gedurende den termijn voor de commandaverklaring komen niet in aanmerking bij het verstrijken van dien termijn.

De Belgische Grondwet heeft de wet van 18 Germinal jaar X niet afgeschaft en de Zondag is in België een feestdag gebleven, waarop de openbare ambtenaren, krachtens de wet, niet behoeven te werken. (THONISSEN,

La Constitution belge, art. 15; arrest van het Hof van Verbreking, 12 Februari 1833. *Pasicrisie*, bl. 34.)

Zoo de wet den rustdag voor de openbare ambtenaren op den Zondag stelt, dan toch bepaalt zij geene straffen voor de ambtenaren die dezen rustdag niet zouden onderhouden. Zelfs de akten, opgemaakt in strijd met uitdrukkelijke bepalingen, bijvoorbeeld met de artikelen 63 en 1037 van het Wetboek van Burgerlijke Rechtsvordering, worden niet nietig verklaard, doch op de openbare ambtenaren, die het uitdrukkelijk verbod van de wet overschrijden, kunnen tuchtstraffen toegepast worden.

Het wordt dus algemeen aangenomen dat de notarissen geldig akten kunnen opmaken op den Zondag, zonder dat een onderscheid dient te worden gemaakt, zooals sommige schrijvers beweerden, tusschen de akten, waarbij de notarissen de vrijwillige medewerking van de partijen inroepen, en de akten, waarbij de partijen moeten aangemaand worden om te verschijnen, als b. v. voor inventarissen en gerechtelijke verdeelingen.

Het behoort echter dat zij geen akten opmaken op den Zondag, behoudens in hoogdringende gevallen, en dat zij de wet naleven, krachtens welke de Zondag een rustdag is voor de openbare ambtenaren, zooals hunnerzijds de rechtbanken ze eerbiedigen.

Moet men hen zelfs, zooals werd gevraagd, verbieden akten op te maken? Wij meenen het niet; er zijn dringende gevallen, waarover de notaris alleen kan oordeelen, en het zou niet ernstig zijn, van hem te eischen zooals werd voorgesteld, dat hij daartoe vooraf de machtiging van den rechter bekome. Geldt het een dringend geval, dan ontbreekt de tijd om zich van die toelating te voorzien.

In elk geval dient men niet sommige akten te verbieden, waarbij een beroep wordt gedaan op de medewerking van het publiek, en vooral de verkooping ten meestbiedende of bij uitroep.

De wet van 17 Thermidor jaar VI, die wij hooger aanhaalden, na bij artikel 5 te hebben verboden beteekeningen of inbeslagnemingen te doen op de decaden en de nationale feestdagen, bepaalde eveneens in artikel 6: « De verkooping ten meestbiedende of bij uitroep mogen op denzelfden dag niet plaats hebben, op straf van eene boete die niet minder dan 25 frank en niet meer dan 300 frank mag bedragen ».

Deze wet werd werkelijk afgeschaft door artikel 617 van het Wetboek van Burgerlijke Rechtsvordering; verre van de gerechtelijke verkooping op eenen Zondag te verbieden, legt het aan de deurwaarders op, die verkooping te houden op een marktdag of op een Zondag. Daaruit heeft men besloten dat, ondanks artikel 1037, de verkooping, wanneer zij vrijwillig is, des Zondags openbaar mocht geschieden, vermits de artikelen 617, enz., van het Wetboek van Burgerlijke Rechtsvordering die verrichtingen op dien dag toelaten voor de gerechtelijke verkooping zelf (z. DALLOZ, *Répertoire*, v^o Ventes publiques, n^o 74).

Wij denken niet dat men te dien aanzien nieuwe regelen moet invoeren; zoo de notarissen 's Zondags de medewerking van hunne klerken en

bedienden niet mogen invoeren, zullen zij er zich noodzakelijkerwijs bij beperken, des Zondags de akten te verlijden, die inderdaad spoed vereischen.

Dit verbod zal voor hen eene voldoende reden zijn om te weigeren, op een Zondag verkooping ten meesbiedende of bij uitroep te houden in de enkele kantons van het land, waar dit misbruik nog bestaat.

Men heeft zich afgevraagd of geene maatregelen dienden te worden genomen om te vermijden dat sommige ambtenaren, ten einde aan het verbod van de wet te ontsnappen, arbeid zouden doen verrichten door klerken of bedienden die enkel des Zondags moeten optreden en belast zijn met een uitzonderlijken dienst.

Het schijnt dat de tekst, in zijn geheel genomen, eene dergelijke praktijk onmogelijk maakt.

Wat er ook van zij, om elken twijfel te vermijden zal het volstaan, het eerste lid van het eerste artikel te doen luiden als volgt :

« Aan de notarissen, pleitbezorgers en deurwaarders is het verboden op » Zon- en feestdagen arbeid te doen verrichten *door* klerken of bedienden, » met uitzondering van die, welke leden hunner familie mochten zijn en » bij hen inwonen. »

De tekst zou aldus beter overeenstemmen met dien van het wetsvoorstel, dat ten doel heeft, het arbeiden van een « extra » -personeel in de nijverheids- en handelondernemingen te verbieden.

Men heeft zich afgevraagd of het ontwerp niet eene strijdigheid tot stand brengt met de artikelen 617, 632, 828, 830 en 945 van het Wetboek van Burgerlijke Rechtsvordering, krachtens welke de verkoop van inbeslaggenomen voorwerpen « wordt gehouden op de naaste openbare markt, op den gewonen dag en uur der markten, of *op eenen Zondag* » en of bijgevolg die teksten niet dienen gewijzigd te worden.

Feitelijk bestaat er niet de minste strijdigheid tusschen den tekst van het wetsontwerp en de bepalingen van het Wetboek van Burgerlijke Rechtsvordering.

Het wetsontwerp verbiedt hoegenaamd niet, verkooping te houden op Zondagen en wettelijke feestdagen; het bepaalt er zich bij, aan notarissen en deurwaarders te verbieden hunne klerken en bedienden arbeid te doen verrichten op die dagen.

De deurwaarder, die eene verkooping van inbeslaggenomen voorwerpen moet houden, zal, zoo het noodig is, die verkooping mogen houden op een Zondag. Maar hij zal zich niet mogen doen bijstaan door een klerk.

Die teksten behoeven dus niet gewijzigd te worden; zij laten overigens de keuze tusschen een marktdag en een Zondag.

Het zou gevaarlijk kunnen zijn, naar aanleiding van eene bijzondere wet, de bepalingen van het Wetboek van Burgerlijke Rechtsvordering te willen wijzigen.

De hervorming, die het wetsontwerp wil invoeren, wordt door de belang-

hebbenden sedert jaren gevraagd ; hun eisch is gegrond en men moet hun recht laten wedervaren.

Onder die omstandigheden verzoekt de Middenafdeeling de Kamer, het wetsontwerp goed te keuren mits de enkele bovengemelde wijziging.

De besluiten van het verslag worden door de zeven leden der Middenafdeeling eenparig aangenomen.

De Verslaggever,
VAN CAUWENBERGH.

De Voorzitter,
E. NERINCX.

(6)

**Amendement
présenté par la Section centrale.**

Rédiger comme il suit l'alinéa 1^{er} de l'article premier :

Il est interdit aux notaires, avoués et huissiers d'employer au travail, les dimanches et jours fériés, *des* clercs ou commis, à l'exception de ceux qui seraient des membres de leur famille habitant avec eux.

**Amendement
voorgesteld door de Middenafdeeling.**

Het 1^{ste} lid van artikel 1 te doen luiden als volgt :

Aan de notarissen, pleitbezorgers en deurwaarders is het verboden op Zon- en feestdagen arbeid te doen verrichten *door* klerken of bedienden, met uitzondering van die, welke leden hunner familie mochten zijn en bij hen inwonen.